



ÉTABLISSEMENT DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE DE RENNES

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.T.P.)

PERSONNE PUBLIQUE

MINISTÈRE DES ARMÉES
Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes
Quartier Margueritte – BP 14 – 35998 RENNES ARMÉES

OBJET DU MARCHE

BdD BOURGES-AVORD – (18 – 36) – Maintien en condition opérationnelle des stations de distribution de carburant sur les sites militaires de la Base de Défense Bourges-Avord

1	DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1	OBJET DU MARCHE	3
1.2	PERIMETRE D'INTERVENTION	3
1.3	ORGANISATION DE L'ACHETEUR	3
1.4	TEXTES APPLICABLES	3
1.5	PRIX - DELAIS	4
1.5.1	Maintenance préventive	4
1.5.2	Maintenance corrective	4
1.6	PRISE EN CHARGE/RESTITUTION DES INSTALLATIONS	5
1.6.1	Prise en charge des installations	5
1.6.2	Restitution des installations	6
1.7	PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX	6
1.8	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
1.9	Modification des installations	7
1.10	REGLES DE SECURITE – PREVENTION	7
1.11	GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	8
1.12	SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION	12
1.12.1	Homologation S2I	13
1.13	OPERATIONS DE VERIFICATION – GARANTIE	14
1.13.1	Rapport d'intervention	14
1.13.2	Garantie	14
2	CHAPITRE I : MAINTENANCE PREVENTIVE	15
2.1	OPERATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE	15
2.2	CARNET DE MAINTENANCE	16
3	CHAPITRE II : MAINTENANCE CORRECTIVE	17
3.1	SIGNALEMENT D'UNE DEFAILLANCE	17
3.2	DELAI D'EXECUTION	17
3.2.1	Délais d'intervention	17
3.2.2	Délais de dépannage	18
3.2.3	Délais de réparation	18
3.3	REMUNERATION DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE	19
4	CHAPITRE III : PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	20
4.1	ENTRETIEN-NETTOYAGE DE CUVE	20
4.2	EPREUVE HYDRAULIQUE DE CUVE	20
4.3	EPREUVE HYDRAULIQUE DE CANALISATION	20
4.4	EPREUVE ACOUSTIQUE	21
4.5	NETTOYAGE DES PISTES ET ILOTS DE DISTRIBUTION	21
4.6	MAINTENANCE LOGICIEL	21

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet le maintien en condition opérationnelle des stations de distribution de carburant des sites militaires de la base de défense de Bourges-Avord. Les prestations concernent la maintenance préventive et corrective des installations, les vérifications réglementaires (hors CVPO) et les travaux d'amélioration des installations.

1.2 PERIMETRE D'INTERVENTION

Le périmètre d'intervention s'étend aux départements du Cher (18) et de l'Indre (36) et concerne les installations citées ci-dessous :

- Cher (18)
 - Base Aérienne 702 (Avord) - Bâtiment n° 367 ;
 - Ecoles militaires (Bourges) - Bâtiment n° 410 ;
 - Direction générale de l'armement – Techniques terrestres (Bourges) - Bâtiments n° [232, 1035] et 655 ;
- Indre (36)
 - 12^e Base de soutien du matériel (Neuvy-Pailloux) – Bâtiment n°111 ;
 - Centre de transmission de la Marine (Rosnay) – Bâtiment n°23.

L'annexe 1 au présent CCTP présente la monographie des équipements par site, type d'équipement, emplacement, marque et capacité. Cette liste est donnée à titre indicatif.

Afin d'assurer la continuité du suivi des installations, le titulaire utilisera la dénomination existante des appareils en place à la notification du marché. Il peut modifier cette dénomination sous réserve qu'il prenne en charge, à ses frais, les modifications de signalétique des appareils et la mise à jour des fonds documentaires.

Les équipements sont constitués d'appareils pouvant provenir de différentes marques ou fabricants. Le titulaire est réputé posséder toutes les connaissances et compétences nécessaires pour en assurer la maintenance. Il ne peut donc opposer une quelconque méconnaissance technique ou fonctionnelle des équipements pour se soustraire à ses obligations. Le recours à des sous-traitants peut être nécessaire pour des interventions sur des matériels spécifiques (programmation, etc.) ; cela est implicitement compris dans les prestations décrites au présent marché.

1.3 ORGANISATION DE L'ACHETEUR

L'Acheteur est représenté par :

Le Directeur de l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes
Quartier Margueritte, BP14
35998 RENNES Cedex 9

Et localement, pour les besoins de l'exécution du marché, par :

L'Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense de Bourges-Avord
2A Avenue de Bourges
18520 AVORD
Tél : 02 45 41 49 86

1.4 TEXTES APPLICABLES

Les prestations objet du présent marché sont effectuées suivant les règles de l'art, les prescriptions des lois, décrets, arrêtés, circulaires et instructions ministériels en vigueur à la date de signature de chaque bon de commande, les règles et les guides des normes suivants (liste non exhaustive) :

- Code du Travail ;
- Code de l'Environnement ;

- Arrêté du 18 Avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée [...] ;
- Arrêté du 15 Avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n°1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ;
- NF C15-100 – Installations électriques à basse tension ;
- NF EN 1360 – Tuyaux et flexibles en caoutchouc et en plastique pour distribution mesurée de carburant ;
- NF EN 12874 – Arrête-flamme – Exigences de performance, méthodes d'essai et limites d'utilisation ;
- NF EN 16321-1 – Récupération des vapeurs d'essence lors du ravitaillement en carburant des véhicules à moteur dans les stations-service ;
- Guide INRS ED 6256 – Stations services – Prévenir les risques lors des opérations de maintenance.

1.5 PRIX - DELAIS

Le présent accord-cadre de fournitures et services est conclu à prix unitaires et forfaitaires sur la base des prix indiqués au bordereau des prix unitaires.

Tous les prix figurant dans la liste de prix unitaire sont des prix comprenant pour chaque matériel décrit : les études d'installation (visite sur site, si besoin), la fourniture, la pose, le raccordement, la mise en service ainsi que toutes suggestions (adaptateur, capot, etc.) et tous les accessoires (support, visserie, etc.) nécessaires à la mise en œuvre de celui-ci.

Chaque prestation fait l'objet d'un bon de commande préalable émis par l'acheteur et spécifiant la date de début et le délai d'exécution accordés pour la réalisation des prestations.

Le titulaire veille, lors de l'établissement des devis, à faire référence au numéro de poste du BPU auquel il a recours, et, pour les prestations hors BPU, à les lister dans un paragraphe spécifique en fin de devis.

Le titulaire dispose d'un délai de 7 jours pour établir un devis, à compter de la demande faite par l'acheteur, sauf dans le cas de la maintenance corrective liée à un dépannage pour lequel il dispose d'un délai de 2 jours ouvrés pour établir et transmettre un devis. En cas de retard, le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 5 du CCAP.

1.5.1 Maintenance préventive

La maintenance préventive est globale et forfaitaire. Elle est réalisée deux (2) fois par an et est rémunérée annuellement par les prix portés au bordereau des prix unitaires pour chaque installation.

Le prix comprend :

- Toutes les prestations décrites au chapitre II - Maintenance préventive ainsi que toutes prestations de maintenance préventive non décrites mais concourant au fonctionnement de la station carburant ou au respect de la réglementation en vigueur ;
- La main d'œuvre, y compris frais annexes, déplacement, etc. ;
- La fourniture, la pose et la mise en service des pièces détachées dont le coût unitaire fournisseur est inférieur ou égal à (deux cent) 200€HT (facture fournisseur acquittée à l'appui).

Dans le cadre des actions en maintenance préventive, si le titulaire constate que des pièces à remplacer ont un coût supérieur à 200€HT, il en informe l'acheteur et établit un devis selon les modalités prévues au paragraphe suivant.

1.5.2 Maintenance corrective

La maintenance corrective est rémunérée par application des prix unitaires portés au bordereau des prix unitaires.

Pour rappel, si le prix de la pièce à remplacer est inférieur ou égal à 200€HT, alors elle est incluse dans le montant du forfait de maintenance préventive et ne fait pas l'objet d'une rémunération supplémentaire.

Les prix unitaires de chaque matériel ou prestation au bordereau des prix unitaires comprennent :

- Les études d'installations et déplacement sur site pour l'établissement du devis, si nécessaire ;
- Les équipements (EPI, etc.) et installations de chantier nécessaires aux travaux et conformément au code du travail (PIRL, système de manutention de charge, etc.) ;
- La main d'œuvre habilitée en heures ouvrées, y compris frais annexes, et déplacement ;
- La fourniture, la pose, le raccordement et la mise en service du matériel dans les règles de l'art ;
- La réalisation des prestations dans les règles de l'art ;
- Toutes suggestions, toutes adaptations et tout accessoire (support, adaptateur, visserie, capot, etc.) nécessaires à la réalisation de la prestation ;
- La gestion des déchets générés par les travaux selon la réglementation en vigueur ;
- Les éventuels écotaxes ou frais de recyclage des matériels.

Le titulaire peut être amené à effectuer des prestations hors BPU. Dans ce cas, la rémunération de ces prestations sont prises en compte de la manière suivante :

- Prix fournisseur de la pièce (facture fournisseur acquittée à l'appui) ;
- Application du coefficient pour « peines et soins » (coef K) au prix des pièces ;
- Prix des heures de main d'œuvre selon BPU, pour la mise en œuvre de la pièce hors BPU ;
- Prix du déplacement selon BPU, pour la mise en œuvre de la pièce hors BPU.

Toute proposition de devis non accompagnée des factures fournisseur acquittées des pièces hors BPU sera automatiquement refusée.

Le coefficient pour « peines et soins » (coef K) est un coefficient multiplicateur appliqué par le titulaire sur les déboursés secs afin d'obtenir le prix de vente d'un matériel.

Il prend en compte les frais de chantier, les frais généraux (structure, support, etc.) et les marges pour aléas et bénéfices. Le coefficient K ne peut être inférieur à 1.

1.6 PRISE EN CHARGE/RESTITUTION DES INSTALLATIONS

1.6.1 Prise en charge des installations

Dans les deux (2) mois suivant la notification du marché, le titulaire réalise, sur la base de la monographie fournie en annexe n°1, un état des lieux de l'ensemble des équipements existants.

Cet état des lieux doit préciser :

- Le site concerné (nom et n° d'immeuble G2D) ;
- La nature de l'équipement ;
- La marque, le type du matériel et tous les éléments disponibles (caractéristiques) pour identifier l'équipement ;
- L'année d'installation ;
- Le matériel devant être éventuellement remplacé avec un avis motivé et chiffré sur le remplacement.

Dans ce cadre, le titulaire précise pour chaque équipement un niveau de vétusté selon le code couleur ci-après :

VERT : bon état général

JAUNE : remplacement à prévoir sous 24 mois

ROUGE : remplacement à programmer dans l'année

Le titulaire indique également les éventuels défauts de maintenance ou dysfonctionnements présents sur les équipements avant prise en compte.

Un procès-verbal contradictoire de prise de charge des équipements existants sera établi par l'acheteur et signé par les deux parties. Il sera réalisé en deux exemplaires sur support papier et fera foi pour toutes réclamations lors d'interventions ultérieures.

À l'issue de cette prise en charge, le titulaire reconnaît être parfaitement informé de la constitution et de l'état des équipements entrant dans le cadre du présent marché. Il accepte de les prendre en charge en l'état. Le titulaire ne pourra en aucun cas arguer de l'usure ou du mauvais état antérieur pour se soustraire à ses obligations.

En l'absence de l'établissement de cet état des lieux, tout matériel et équipement faisant l'objet du présent marché est réputé en bon état de fonctionnement.

1.6.2 Restitution des installations

Dans les trois (3) mois précédant la fin du contrat, il est réalisé contradictoirement un procès-verbal de restitution des installations entre le titulaire et l'acheteur. Ce procès-verbal de restitution sera comparé au procès-verbal de prise en charge pour chacun des sites.

L'état des lieux doit faire ressortir l'état des installations par niveau de vétusté (code couleur rouge, jaune, vert détaillé ci-dessus), comparé à l'état des lieux réalisé au 1.6.1 du présent CCTP. Le titulaire doit veiller à maintenir au même niveau ou améliorer l'état de vétusté de chaque installation durant l'exécution du présent marché.

L'acheteur refuse la restitution des installations dans le cas où le niveau de vétusté d'un équipement aurait diminué (de vert à jaune ou de jaune à rouge) ou si son niveau apparaît en rouge (à remplacer dans l'année).

Toutes les modifications, ajouts, suppression d'équipement apportées aux installations pendant la durée du marché seront clairement identifiées. La monographie des équipements (modèle fourni par l'acheteur) est également mise à jour et transmise à l'acheteur.

Le procès-verbal de restitution incluant l'état des lieux, sera établi par l'acheteur et signé par les deux parties. Il sera réalisé en deux exemplaires sur support papier et fera foi pour toutes réclamations.

1.7 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX

Le titulaire doit s'assurer d'approvisionner en temps utile tous les matériaux et fournitures nécessaires à la bonne exécution des prestations pour respecter les délais contractuels.

Les matériaux, fournitures et matériels devant être mis en œuvre seront toujours neufs, de première qualité, livrés sur le site, avec indication de provenance, type et marque, dans les emballages d'origine. Les matériaux et matériels, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre son usage ou sa pérennité.

Dans un souci d'homogénéité du parc des équipements, le titulaire propose les matériels et appareillages avant installation à l'acheteur, pour validation.

1.8 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

De manière générale et dans toute la suite du marché, les heures ouvrées sont entendues du lundi au vendredi de 7h30 à 18h. Le présent accord-cadre ne prévoit pas d'intervention en heures non ouvrées.

L'acheteur met à la disposition du titulaire toutes informations utiles (plans, notices, etc.) dont il dispose pour la réalisation des prestations objet du marché. Le titulaire est seul responsable de la vérification des informations qui y sont portées et ne pourra tenir l'acheteur pour responsable en cas de données incorrectes.

Le titulaire se doit d'avoir une parfaite connaissance de la situation et de l'importance des prestations qu'il doit exécuter. A ce titre, il ne peut se prévaloir d'une mauvaise appréciation de l'ampleur des travaux pour solliciter une rémunération complémentaire.

L'acheteur doit être informé par le titulaire à chaque début et chaque fin d'intervention sur une installation.

L'acheteur met à disposition du titulaire gratuitement l'électricité et les fluides (eau, air comprimé) nécessaires aux prestations dans la limite des puissances et emplacements existants (dans un rayon de 50m).

Le titulaire doit prévoir, à sa charge, si les prestations le nécessitent et pour ses propres besoins, la mise en place :

- Des moyens d'accès particuliers (zone ATEX, milieu confiné, etc.) respectant la réglementation en vigueur pour la sécurité et la protection des travailleurs,
- Des moyens d'accès en hauteur conformes à la réglementation (PIRL, harnais, etc.),
- Eventuellement, des groupes électrogènes de fabrication conforme et de puissance électrique adaptée au besoin du chantier,
- Eventuellement, de citerne d'eau pour les besoins du chantier, de compresseurs, etc.,
- De coffrets ou armoires électriques de chantier conformes à la réglementation et en état de fonctionnement.

L'emplacement des lieux de stockage de matériels ou matériaux doit faire l'objet d'un accord préalable de l'acheteur.

Le titulaire est responsable de la remise en état des installations suite à des dégâts occasionnés par son personnel.

Pour satisfaire à son obligation de conseil, le titulaire signale immédiatement les dangers provenant d'un défaut de construction des installations à l'acheteur afin qu'il puisse y remédier.

1.9 MODIFICATION DES INSTALLATIONS

Des travaux neufs ou de modification des installations peuvent être réalisés par l'acheteur par le biais d'autres vecteurs d'achat (rénovation lourde, etc.). Les projets de modification technique des installations sont communiqués au titulaire, pour avis, par l'acheteur. Il appartient au titulaire de formuler, dans un délai de 15 jours, ses observations ou réserves éventuelles.

Aucune modification technique ne peut être apportée aux installations par le titulaire, même à ses frais, sans que l'acheteur en ait été préalablement informé. Ces modifications font l'objet d'un accord préalable prévoyant, en fin d'exécution du marché, soit la remise en état, soit la cession de la modification réalisée.

Pour toute transformation importante exécutée pendant la durée du marché, il est établi un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des nouvelles installations.

1.10 REGLES DE SECURITE – PREVENTION

Conformément à l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense et avant le démarrage des prestations et obligations contractuelles, un plan de prévention est établi entre le titulaire et le chargé de prévention du site pour chacune des emprises au démarrage du marché. Ce plan de prévention est valable un an et fera l'objet d'une reconduction à chaque renouvellement de l'accord-cadre.

Si nécessaire, des plans de prévention spécifiques pourront être réalisés si les travaux sont spécifiques ou considérés comme dangereux.

Le titulaire doit respecter les règles de circulation et de stationnement en vigueur sur le site. Celles-ci sont communiquées lors de l'établissement du plan de prévention. Notamment, il est formellement interdit de franchir une signalisation en place (barrière fermée, demi-barrière abaissée, chaîne, feux au rouge, panneaux signalétiques normaux ou automatiques) indiquant une interdiction particulière d'accès liée à l'activité du site. La circulation dans les enceintes militaires est soumise aux mêmes exigences que le réseau routier public. La signalisation s'y applique en toutes circonstances.

Le stationnement des véhicules ne doit pas gêner la circulation, ni les accès réservés aux véhicules de secours.

La délivrance d'un permis de feu est obligatoire pour permettre l'utilisation d'outils spécifiques (chalumeau, disqueuse, etc.) ou la réalisation d'opérations à risque d'incendie préalablement à leur utilisation. Le permis de feu est réalisé par le chargé de prévention du site. Le titulaire assure la fourniture et la mise en place des moyens d'extinction, en adéquation avec les risques incendies encourus. La personne publique attire l'attention du titulaire sur la stricte interdiction de fumer et d'utiliser un téléphone portable dans les zones concernées par le présent marché.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement les formations réglementaires obligatoires, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante. Les personnels effectuant des travaux d'ordre électrique doivent posséder une habilitation adéquate et à jour.

L'attention du titulaire est spécialement attirée sur les dangers des gaz et vapeurs nocives et explosives présents dans les équipements pétroliers. Le titulaire doit appliquer toutes les précautions pour assurer la protection du personnel chargé de la maintenance. Il doit, dès que nécessaire, la fourniture et mise en place d'un système de ventilation antidéflagrante adaptée, de masques respiratoires autonomes et de détecteurs d'atmosphère explosive.

L'entreprise est tenue de disposer tous les panneaux de signalisation et balisages nécessaires pour prévenir les usagers et intervenants du danger qu'ils peuvent encourir aux abords des travaux.

Le titulaire doit veiller à mettre en place les mesures de prévention permettant de prévenir et gérer les pollutions aux hydrocarbures lors des opérations de maintenance.

En cas d'épandage ou de renversement accidentels, le titulaire ne doit pas utiliser d'agents dispersants mais des produits absorbants qui permettent d'évacuer les déchets sous forme solide vers un centre de traitement spécialisé (traitement par incinération), à ses frais. Tous les déchets (liquides ou solides) doivent être stockés dans des récipients clos et étanches, et sont à la charge du titulaire.

Le titulaire ne pourra invoquer des contraintes liées à la sécurité du chantier pour prétendre à une indemnité ou justifier un retard dans la livraison des prestations.

1.11 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Le titulaire doit se conformer aux prescriptions environnementales découlant des réglementations en vigueur et aux dispositions ci-après.

La gestion des déchets de chantier est de la responsabilité du titulaire, qui est réputé en être le détenteur, qu'il s'agisse des déchets issus des travaux de maintenance ou des travaux neufs, et qu'ils soient produits sur le chantier même ou dans les locaux du titulaire.

La gestion des déchets comporte :

- La réutilisation éventuelle, au sein de l'entreprise ou en concertation avec les fournisseurs, de produits ou d'emballages ;
- Les opérations de tri et de collecte sur le chantier, et dans les locaux de l'entrepreneur, le cas échéant ;
- Les opérations de transfert vers les installations agréées en matière de traitement de déchets (qu'il s'agisse de valorisation ou d'élimination) ;
 - Ces installations doivent avoir été déclarées ou autorisées (suivant leur importance) au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- La mise en œuvre des procédures de suivi des déchets dangereux ou déchets industriels spéciaux (arrêté du 4 janvier 1985).

Tous les déchets de chantier qui sont évacués en dehors des sites militaires par le titulaire du marché font l'objet de bordereaux de suivi de déchet remis à l'acheteur, à la fin de chaque prestation, conformément à la réglementation.

Le titulaire doit systématiquement procéder à un tri des déchets et expliciter les filières d'élimination/recyclage/valorisation des déchets qu'il prend en charge.

Le titulaire précise le ou les centres de traitement des déchets sur lesquels il s'appuie et quelle est la destination finale du déchet.

Pour rappel, il est rigoureusement interdit d'utiliser les bacs à déchets, bennes, poubelles présentes sur les sites, d'enfouir ou de brûler les déchets sur les sites sur lesquels s'exécutent les prestations du présent marché.

Tri des déchets

Le titulaire prend l'ensemble des mesures nécessaires pour réaliser un tri à la source des différents types de déchets, en respectant les cahiers des charges des filières de valorisation ou d'élimination, qui apportent des

précisions quant aux modalités de dépose, collecte séparée et transport de ces déchets, à respecter. Plus particulièrement, le titulaire :

- Effectue une dépose sélective des matériaux valorisables non dangereux (plâtre, métaux, bois, certains plastiques) ou inertes (verre...) ;
- Effectue une dépose sélective de tous les matériaux et équipements contenant des substances dangereuses (équipements électriques et électroniques, bois traités, ...) et les conditionne sans les mélanger avec les autres déchets ;
- Remet à un éco-organisme agréé les déchets relevant d'une filière à Responsabilité élargie du producteur (REP) tels que les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ou les déchets d'éléments d'ameublement (DEA) (liste non exhaustive) ;
- Prend toutes les mesures pour éviter les pollutions croisées avant que les déchets soient placés dans des contenants adaptés.

Stockage provisoire

Le titulaire est responsable du stockage provisoire des déchets sur site avant évacuation. Il détermine le type et la taille des différents contenants de stockage en fonction des déchets produits et de la réglementation applicable à ce type de déchets.

Le stockage provisoire sur site de déchets en vue de leur tri devra être réalisé de manière à :



- Respecter la santé et la sécurité des travailleurs ;
- Eviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux ;
- Permettre un recyclage optimal.

Caractérisation des déchets

Conformément à l'article L. 541-7-1 du Code de l'environnement, le titulaire s'assure de la bonne exécution des opérations suivantes, pour le compte de l'acheteur, producteur des déchets, et doit :

- Caractériser les déchets, selon leur nature, avant tout transfert vers une installation intermédiaire ou dans un exutoire final dûment autorisé à les prendre en charge en portant une attention particulière aux déchets dangereux ;
- Prendre toutes les dispositions exigées en matière de stockage, d'étiquetage et de transport requis ;
- Transmettre les Certificats d'Acceptation Préalable, ainsi que tout autre document provenant des exutoires et les transmettre à l'acheteur.

Une fois les déchets conditionnés par le titulaire, et ce, avant de faire appel à un transporteur, le titulaire transmet un tableau intitulé « caractérisation des déchets ». Ce tableau a la forme ci-dessous, donnée en exemple.

Dénomination usuelle	Rubrique déchet	N° CNU	Dénomination pour le transport	Classe de danger	GE	Etiquette de danger	Emballage homologué	Arrêté préfectoral	Page de l'arrêté
Pots de peinture, vernis	20 01 27*	UN 1263	Peintures ou matières apparentées aux peintures	3	II		En principe DS 650		
Acides	20 01 14*	UN 3264	Liquides inorganique corrosif acide basique n s a	8	II		oui		

Ce tableau est évolutif et devra être mis à jour par le titulaire dès l'apparition de nouveaux déchets dû à l'évolution des prestations réalisées. Il sera communiqué pour validation dans les plus brefs délais à l'acheteur et à l'adresse fonctionnelle usid-avord-dechets.referent.fct@intradef.gouv.fr

Filières d'élimination et de traitement des déchets de chantier

Le schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED), remis par le titulaire lors du dépôt de son offre, est mis à jour et décrit l'organisation technique de la gestion des déchets. Il s'agit d'un document dans lequel sont précisément décrites les mesures prises par le titulaire pour une bonne gestion des déchets dans le cadre du présent marché (responsable « déchets », sensibilisation du personnel, méthode de tri prévue, logistique, traçabilité, filières de valorisation ou d'élimination envisagées).

Le SOGED aborde de manière détaillée les points listés ci-dessous :

- Les méthodes de prévention de la production des déchets ;
- Les méthodes de non-mélange des déchets lors de l'exécution des prestations et donc le tri effectué :
 - Les méthodes de séparation des déchets au niveau des postes de travail,
 - La description des moyens de conditionnement des déchets mis en place,
 - La signalétique employée.
- Les installations de valorisation, traitement et élimination vers lesquelles seront dirigés les déchets en fonction de leur nature :
 - Selon les opportunités locales, les installations seront recherchées en veillant à privilégier les filières de réutilisation et valorisation,
 - La fréquence d'évacuation des déchets.
- Les moyens de contrôle et de traçabilité des déchets :
 - Il est conseillé de prévoir un bordereau de suivi de déchets (BSD) par type de déchet et par transport,
 - Définir les modalités de transmission de l'information à l'acheteur.
- Les moyens humains mis en œuvre pour assurer la réalisation du SOGED :
 - Il est conseillé de désigner un « responsable gestion des déchets » au sein de l'entreprise,
 - Les techniciens devront être sensibilisés à la gestion des déchets et savoir reconnaître les différents types de déchets.

Cette trame est évolutive et est mise à jour par le titulaire dès l'apparition de nouveaux déchets dû à l'évolution de la maintenance ou de travaux nouveaux entrepris. Elle sera communiquée pour validation dans les plus brefs délais à l'acheteur et à l'adresse fonctionnelle : usid-avord-dechets.referent.fct@intradef.gouv.fr

Transport des déchets

Le transport des déchets peut être effectué par le producteur du déchet ou par un collecteur/transporteur. Si les déchets ne sont pas transportés par le producteur, le transporteur doit être titulaire d'un récépissé de transport de déchet selon l'article R.541-50 du Code de l'environnement modifié par le Décret n°2013-301 du 10 avril 2013 – art. 4.

Les entreprises doivent déposer une déclaration auprès du préfet du département où se trouve leur siège social ou, à défaut, le domicile du déclarant :

- Dès lors que les entreprises collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,1 tonne par chargement de déchets dangereux définis à l'article R. 541-8 ;
- Dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,5 tonne par chargement de déchets non dangereux.

Sont exemptés de cette obligation de déclaration :

- Les entreprises qui transportent les déchets qu'elles produisent et qui sont soumises aux dispositions législatives du titre Ier relatives aux ICPE.
- Les entreprises effectuant uniquement la collecte de déchets ménagers pour le compte de collectivités publiques ;
- Les entreprises qui collectent ou transportent des terres non souillées, des déchets de briques, de béton, de tuiles, de céramique et d'autres matériaux de démolition propres et triés, des gravats et des pierres ;
- Les ramasseurs d'huiles usagées agréés en application des articles R. 543-3 à R. 543-15 ;
- Les entreprises effectuant la livraison de produits et équipements neufs, qui reprennent auprès des consommateurs finaux les déchets similaires à ces produits et équipements, y compris leurs emballages, dans le cadre de leur activité de distribution ;
- Les exploitants des installations visées à l'article L. 511-1 soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration et relevant de la rubrique 2710 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement.

Le transporteur de déchets s'engage :

- À transporter les déchets vers des installations de traitement conformes à la réglementation relative aux déchets,
- À procéder à la gestion des déchets transportés par ses soins qu'il aurait abandonnés, déversés ou orientés vers une destination non conforme à la réglementation relative aux déchets,
- À informer sans délai le préfet territorialement compétent en cas d'accident ou de déversement accidentel de déchets.

Le récépissé est valable 5 ans et doit être présent dans chaque véhicule.

Traçabilité

Le titulaire du marché apportera la preuve de la destination finale des matériaux et de sa conformité à la réglementation à l'acheteur.

Conformément à la note n°505656/SID/ESID-RNS/BPMRE du 30 septembre 2022 concernant le suivi dématérialisé des déchets via la plateforme « Trackdéchets » sur l'adresse <https://trackdechets.beta.gouv.fr>, le titulaire devra avoir recours à la plateforme « Trackdéchets » pour la gestion de tous les déchets issus des prestations objet du présent marché.

Afin d'assurer la traçabilité réglementaire des déchets issus du présent marché, qu'ils soient dangereux, polluants organiques persistants ou non dangereux, la dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets est assurée via l'utilisation de l'outil numérique gratuit « Trackdéchets » (<https://trackdechets.beta.gouv.fr/>), développé par le Ministère de la Transition Ecologique.

Le titulaire s'assure de la création des bordereaux de suivi des déchets par le transporteur dans l'outil numérique précité. Les entreprises de transport, de collecte et de traitement des déchets, intervenant au profit du titulaire, sont donc obligatoirement inscrites sur Trackdéchets.

Le titulaire fournit au transporteur tous les éléments nécessaires à la création du BSD, afin que ce dernier puisse générer ce document pour le compte de l'acheteur.

Les informations relatives à l'acheteur (= producteur de déchet) sont les suivantes :

SIRET : 13000190200068
ESID de Rennes
Quartier Marguerite - BP14
35998 RENNES Cedex9

Chaque bordereau de suivi des déchets est nommé selon le modèle suivant :

« USID BGA – Antenne XXX – Lieu des travaux – n° marché ou n° COSI »

Exemple : USID BGA – Antenne AVD - BASE AERIENNE 702 - 2023RNSSAIXXX

Le titulaire a la charge de fournir au transporteur les informations relatives aux déchets (codes, quantités estimées, n° de certificat d'acceptation préalable, etc.).

Le titulaire s'assure que le transporteur génère le BSD à minima cinq (5) jours avant l'enlèvement des déchets. Dès création du document, le titulaire en informe par courriel l'acheteur.

En cas d'impossibilité de création d'un BSD deux (2) jours avant l'enlèvement prévu, le titulaire s'assure que le transporteur dispose d'un outil informatique (tablette, smartphone) permettant la signature in situ.

En cas de transfert transfrontalier de déchets, le titulaire communique à l'acheteur et à l'adresse fonctionnelle usid-avord-dechets.referent.fct@intradef.gouv.fr, le formulaire CERFA n°1433 ainsi que le contrat établi entre l'entreprise qui effectue le transfert et le destinataire final des déchets.

Conformément à l'article 20.4 du CCAG-FCS, en cas de manquement, le titulaire encourt les pénalités prévues au CCAP.

Pour les déchets amiantés, l'entreprise devra se référer à l'arrêté du 22 décembre 2022 pour la plateforme de saisie et de transmission dématérialisée des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulation. (<https://dematamiantes.travail.gouv.fr/>).

Réduction des déchets à la source

Le principe de réduction des déchets à la source consiste à produire moins pour gérer moins et donc limiter la production de déchets.

Dans le cadre du présent accord-cadre, il est demandé au titulaire de :

- Minimiser, le plus souvent possible, la production de déchets toxiques par le choix de techniques et de matériaux adéquats ;
- Utiliser autant que possible des matériaux durables et nécessitant peu d'entretien ou des techniques et produits peu générateurs de déchets ;
- Réutiliser les matériaux en l'état chaque fois que cela est possible.

Il est nécessaire d'avoir une réflexion commune entre les fournisseurs et le titulaire afin de minimiser les quantités d'emballages, notamment ceux non réutilisables et difficiles à valoriser, tout en prenant compte les contraintes liées à la manutention et à l'organisation sur le chantier. Les critères de choix des fournisseurs devront prendre en compte les éléments suivants :

- Emballages réduits,
- Emballages facilement valorisables,
- Emballages consignés.

D'autres actions pourront être mises en œuvre en fonction des commandes passées et de l'importance des travaux dans le cadre du présent marché :

- Rationaliser les livraisons ;
- Prévoir un emplacement pour stocker les emballages afin d'éviter de les souiller et de les mélanger aux autres déchets.

1.12 SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION

Dans le cadre du présent marché, le titulaire devra faire preuve d'une hygiène cyber irréprochable lors de l'utilisation ou la mise en place d'équipements connectés. Les prescriptions minimales décrites ci-après sont à réaliser impérativement par le titulaire. Des éléments complémentaires pourront être mis en place sur demande de l'acheteur, sans rémunération complémentaire.

L'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'information (ANSSI) met à la disposition du public gratuitement sur son site internet des informations et des listes de bonnes pratiques à l'adresse suivante <https://www.ssi.gouv.fr/guide/guide-dhygiene-informatique/> Le titulaire est invité à en prendre connaissance pour l'exécution du présent marché.

Pour tous les systèmes d'informations industriels (S2i) mis en place ou maintenus dans le cadre du présent marché, le titulaire doit appliquer les prescriptions suivantes :

- Tout personnel intervenant sur les S2i, pour leur exploitation, leur modification de configuration ou leur maintenance, doit pouvoir attester qu'il a suivi une sensibilisation aux risques cyber d'une journée minimum. Le titulaire peut, soit se référer aux supports et présentations de l'ANSSI (<https://secnumacademie.gouv.fr/>), soit suivre une sensibilisation dispensée par le responsable S2i (RSSI-A) de l'USID sur demande préalable à l'adresse usid-avord.rssi.fct@intradef.gouv.fr
- Tout personnel devant intervenir sur les S2i devra y avoir été formellement autorisé préalablement par le RSSI-A de l'USID.
- Pour toute intervention sur un S2i, une procédure de gestion des interventions doit être mise en place au préalable, sous forme de registre ou main courante, qui identifiera :
 - La(les) personne(s) qui exécute(nt) les prestations ;
 - La date et l'heure de l'intervention ;
 - Le périmètre sur lequel le travail est exécuté ;
 - Les actions réalisées ;
 - La liste des équipements retirés ou remplacés ;
 - Les modifications apportées et leur impact.

A l'issue de la prestation, ces éléments sont obligatoirement intégrés au compte rendu d'intervention établi par le titulaire, et transmis à l'acheteur.

Les postes de supervision, d'administration, de maintenance dédié et tous les équipements connectés (automates, ...) ne doivent pas avoir d'accès possible à Internet. L'accès aux ports Ethernet et USB des équipements ainsi que les connexions sans fil (Wi-Fi, Bluetooth, NFC, etc.) seront bloqués physiquement ou désactivés si ces derniers n'ont pas fait l'objet d'une autorisation explicite par le RSSI-A de l'USID.

Les équipements autorisés à se connecter aux installations dans le cadre des interventions devront être clairement identifiés et validés par le RSSI-A de l'USID.

Seuls les médias amovibles (clef USB, disques durs, carte SD, ...) dédiés au S2i (c'est-à-dire étiquetés comme tels) pourront être connectés sur le système. L'utilisation de ces médias pour tout autre usage est interdite. Réciproquement, l'utilisation de tout autre média est interdite.

Les médias amovibles et ordinateurs portables de maintenance ou d'administration dédiés au S2i sont conservés sur le site d'exploitation obligatoirement.

Les médias amovibles doivent passer par un sas antiviral (ordinateur de l'USID dit "station blanche") avant d'être connecté au système. Si l'accès à un sas antiviral n'est pas possible, le titulaire utilise des bons de travaux SSI (BTRSSI) validés par le RSSI-A de l'USID avant toute intervention et engagera sa responsabilité en signant l'Attestation de Reconnaissance de Responsabilité (ARR).

Si des logiciels spécifiques sont installés sur les postes de maintenance ou d'administration, le titulaire s'assure qu'une procédure de mise à jour (logiciel, licence) hors connexion Internet est possible.

Lors d'un remplacement de matériel, les mots de passe par défaut de sortie d'usine doivent être modifiables et modifiés. Ils doivent être robustes et renouvelés périodiquement. Les mots de passe sont obligatoirement stockés dans un fichier Keeppass, séparé en plusieurs fichiers selon les types de systèmes et les sites soutenus, puis transmis au RSSI-A de l'USID.

Le processus de sauvegarde des données et configurations du S2i initialement défini est respecté, et régulièrement testé afin de permettre une restauration en cas d'incident. Les données concernées sont toutes les données nécessaires à la reconstruction de l'installation après un sinistre : programmes, fichiers de configuration, firmwares, paramètres de procédé (réglages d'asservissement par exemple), etc. Cela peut également concerner des données ayant un aspect réglementaire comme des exigences de traçabilité.

Les configurations devront être sauvegardées avant et après toute modification, y compris si celle-ci est apportée "à chaud". Les sauvegardes sont fournies dans un support amovible (clé USB) sain (contrôlé avant la livraison sur une station antivirale).

Si le titulaire souhaite modifier le processus de restauration des sauvegardes sur les équipements, il doit le faire valider préalablement par le RSSI-A de l'USID.

Dans le cadre du maintien en condition de service des S2i (MCS), le titulaire a l'obligation:

- De tenir à jour la cartographie des systèmes dont il a la charge et la transmettre au RSSI-A de l'USID ;
- De tenir systématiquement informé le RSSI-A de l'USID de la sortie des mises à jour logicielles et matérielles sur les produits objet du contrat en précisant les améliorations apportées ou les éventuels défauts corrigés ;
- De mener explicitement une veille technique sur les vulnérabilités et incidents de sécurité concernant ses prestations, produits ou services fournis dans le cadre du marché.
- D'informer systématiquement le RSSI-A de l'USID de l'ensemble des failles de sécurité qu'il pourrait découvrir ou avoir connaissance sur tous les systèmes industriels d'infrastructure couverts par le contrat. Pour ces failles de sécurité, en complément de l'information sur leur criticité et leurs impacts, le titulaire précise également si leur correction est envisagée et à quelle échéance ;
- De prendre en compte les mises à jour et/ou les corrections de failles de sécurité sans régression de service.

Le titulaire précise la date d'obsolescence des équipements ou de l'un de leurs composants, si celle-ci est disponible.

1.12.1 Homologation S2I

Le titulaire du présent marché doit assister à l'acheteur pour les opérations suivantes, sans rémunération complémentaire :

- la contribution à la démarche d'homologation ;
- la fourniture de documents.

Le titulaire peut être amené à fournir des documents particuliers à l'acheteur pour les installations nécessitant une homologation S2I (sécurité des systèmes d'informations), notamment pour les automates de gestion des alarmes ou de remontées des consommations dans les stations de distribution de carburant.

En particulier, il doit fournir (liste non exhaustive) les fiches techniques des produits installés, leur certification NF ou certification d'homologation équivalente, les schémas de câblage et toutes données techniques dont il a possession.

1.13 OPERATIONS DE VERIFICATION – GARANTIE

Conformément à l'article 27.2.2 du CCAG-FCS, le titulaire avise, par écrit, l'acheteur de la date à laquelle les prestations sont achevées afin de procéder aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives, et ce, avant la fin du délai d'exécution du bon de commande.

Dans un délai de deux (2) jours ouvrés maximum après l'achèvement des prestations, le titulaire fournit à l'acheteur le rapport d'intervention dont le contenu est détaillé au paragraphe suivant.

A la réception du rapport d'intervention et par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, l'acheteur dispose ensuite d'un délai de quinze (15) jours pour procéder aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives ; le titulaire dûment convoqué.

A l'issue des opérations de vérifications, l'acheteur prononce l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réalisation des opérations de vérifications (par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS).

Pour toute prestation non conforme, le titulaire doit, à ses frais et suivant décision de l'acheteur, les réfections nécessaires voire la reprise totale des prestations.

La validation du service fait par l'acheteur sur la demande de paiement du titulaire vaut décision d'admission des prestations.

1.13.1 Rapport d'intervention

A la fin de chaque intervention, le titulaire présente à l'acheteur « pour accord » un rapport d'intervention précisant :

- L'objet de l'intervention, date et heure ;
- Le nom du technicien intervenant ;
- Le site, le bâtiment et l'installation objet de l'intervention ;
- La liste des travaux d'entretien effectués et les anomalies constatées et/ou levées ;
- La liste des matériels installés et les quantités réellement mises en œuvre ;
- Les notices et documentations en français des équipements installés ;
- Les procès-verbaux d'essais ;
- Le décompte des heures de main d'œuvre, notamment pour les prestations hors BPU ;
- Les travaux importants à prévoir pour éviter de futures défaillances ou mettre en conformité les installations.

L'acheteur se réserve le droit de comparer le nombre d'heures de main d'œuvre effectivement réalisées au nombre d'heures prévues au bon de commande et d'appliquer les refactions afférentes sur la demande de paiement en cas de solde négatif. En cas de solde positif, le titulaire n'a pas droit à rémunération complémentaire.

1.13.2 Garantie

Pendant le délai de garantie contractuel de deux (2) ans, le titulaire doit remplacer à ses frais toutes les pièces qui viendraient à être défectueuses par vice de construction, de montage ou défaut de matière, et ceci dans un délai de 48h00 suivant l'appel de l'acheteur.

2 CHAPITRE I : MAINTENANCE PREVENTIVE

Le présent chapitre a pour objet la réalisation de prestations de maintenance préventive de niveau 1 à 4 au sens de la norme NF X60-000 concernant les installations de distribution de carburant de la Base de Défense Bourges-Avord.

La maintenance préventive est globale et forfaitaire. Elle est réalisée deux (2) fois par an (occurrence semestrielle).

Les opérations de maintenance doivent être adaptées afin de réduire au minimum les risques de pannes et doivent permettre d'utiliser les installations en toute sécurité.

Dans un délai d'un mois suivant la notification puis la reconduction de l'accord-cadre, le titulaire présente à l'acheteur, pour validation, une planification des interventions de maintenance préventive.

2.1 OPERATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE

La maintenance préventive comprend la réalisation des prestations suivantes, à minima, et à chaque intervention :

- Le nettoyage :
 - Des volucompteurs (intérieur et extérieur) ;
 - De tous les filtres assurant la filtration du carburant, en assurer le remplacement si nécessaire ;
 - Des regards de dépotage, des chambres à vanne et des accès au trou d'homme ;
- La vérification :
 - De la tension des courroies des groupes d'aspiration ; en assurer le remplacement si nécessaire.
 - Du système de fermeture automatique des pistolets ; assurer le remplacement ou la réparation si nécessaire.
 - Du réglage des mesureurs ;
 - Du bon fonctionnement des totalisateurs électromécaniques et/ou mécaniques ;
 - Des canalisations, raccords et brides non enterrées ou en caniveau (présence de fuite, égoutture, suintement et corrosion anormale) ; assurer le remplacement ou la réparation si nécessaire.
 - De l'état des flexibles de distribution et de leur date de péremption ; assurer le remplacement si nécessaire.
 - Des débits avec jauge étalon (en adéquation avec le volucompteur vérifié) ;
 - Des valeurs réglementaires de la résistance de terre (2 valeurs attendues par cuve : barrette ouverte et fermée) ;
 - De la présence et du bon état des tresses de liaisons équipotentielles sur l'ensemble de l'installation ;
 - Du bon état des événements ;
 - Du bon état du matériel de jaugeage et de l'interface jauge-cuve ;
 - De l'isolation, de l'état et du bon serrage des boîtiers de raccordement des câbles électriques ;
 - Du bon fonctionnement des moteurs et des pompes d'aspiration (bruits étrangers) ;
 - Du bon fonctionnement des limiteurs de remplissage. Contrôle de la présence de la plaque du limiteur de remplissage indiquant la pression maximale de service ;
 - Du bon fonctionnement du système de détection de fuite sur toutes les parties hydrauliques (canalisation, cuve) et du bon fonctionnement du report d'alarme si existant.
 - Du bon fonctionnement des alarmes des séparateurs à hydrocarbures (si existant) ;
 - Du bon fonctionnement de la coupure électrique générale d'urgence lors d'une opération de plein d'un véhicule ;
 - Du bon fonctionnement de la temporisation de l'utilisation d'un volucompteur en adéquation avec le débit distribué, lors d'une opération de plein d'un véhicule ;
 - Du bon état et du fonctionnement correct du lecteur de badge ;
 - Du bon fonctionnement des accumulateurs nécessaires au maintien de l'affichage graphique des volucompteurs (vérification de la tension, ...) ; en assurer le remplacement dès défaillance ;
 - De la transmission correcte des données vers le poste informatique de l'exploitant des installations ;
 - Du fonctionnement de l'automate et de son interaction avec les volucompteurs ;
 - De la présence de l'affichage réglementaire. En assurer la pose ou le remplacement dès que nécessaire (y compris en cas d'évolution réglementaire).

Cette liste d'opérations n'est pas limitative. À l'issue de la visite, le titulaire fournit le rapport d'intervention précisant les actions menées, leurs résultats ainsi que la durée d'intervention (cf. article 1.13.1 du présent CCTP).

NB : l'entretien des séparateurs à hydrocarbures et des installations concourant à la sécurité incendie des stations de distribution de carburant est exclu du présent marché.

2.2 CARNET DE MAINTENANCE

Un carnet de maintenance est ouvert, s'il n'est pas existant, et tenu à jour par le titulaire pour chaque installation. Le titulaire consigne dans ce carnet :

- Toutes les opérations réalisées dans le cadre de la maintenance des installations ;
- Les incidents survenus dans le fonctionnement des installations et les mesures prises pour y remédier ;
- La mise à jour de la liste des équipements de l'installation ;
- Indicateur de suivi ;
- Les intervenants et leurs fonctions/responsabilités ;
- Rapports et notes ;
- Procédures et protocoles ;
- Notices et fiches techniques.

La tenue de ce carnet est vérifiée périodiquement par l'acheteur.

3 CHAPITRE II : MAINTENANCE CORRECTIVE

La maintenance corrective a pour but de répondre à un impératif de dépannage et de réparations sur les matériels concourant à la distribution de carburant sur les sites militaires de la Base de Défense de Bourges-Avord.

A ce titre, le titulaire est tenu de mettre en place un système de dépannage en heures ouvrées (7h30-18h00) du lundi au vendredi, avec du personnel apte à intervenir sur site et techniquement compétent dans le domaine concerné.

Avant toute intervention, l'analyse de la panne est effectuée par communication téléphonique avec l'acheteur.

3.1 SIGNALEMENT D'UNE DEFAILLANCE

Dès la notification du marché, le titulaire communique à l'acheteur les coordonnées téléphoniques et mail du service dépannage destiné à prendre en compte les requêtes émanant de l'acheteur.

Le traitement des requêtes suit le schéma suivant :

- Signalement de la défaillance et demande d'intervention ;
- Déclenchement du service de dépannage (technicien) et rappel de l'acheteur pour confirmation de l'horaire d'intervention sur site ;
- Réalisation de l'intervention sur site, établissement du diagnostic ;
- Intervention pour dépannage, le cas échéant ;
- Intervention pour réparation, le cas échéant ;
- Etablissement du rapport d'intervention ;
- Clôture du signalement.

Si la panne affecte directement la sécurité des personnes, le titulaire du marché doit immédiatement :

- Consigner l'installation et baliser les accès aux équipements afin d'en interdire l'accès et l'utilisation ;
- Rendre compte immédiatement à l'acheteur.

3.2 DELAI D'EXECUTION

Le titulaire doit intervenir sur demande de l'acheteur faite par message électronique ou téléphonique. Cette demande valant point de départ des délais évoqués supra.

Trois types de délais sont définis ci-dessous : le délai d'intervention, le délai de dépannage et le délai de réparation.

- Le **délai d'intervention** est le délai imparti au titulaire pour se rendre sur place, établir un premier diagnostic et préparer le dépannage.
- Le **délai de dépannage** accorde du temps supplémentaire au délai d'intervention afin de procéder à la mise en œuvre des solutions palliatives et au rétablissement temporaire du fonctionnement de l'installation (fonctionnement supérieur à 8h).
- Le **délai de réparation** est le délai alloué à la remise en état nominal de l'installation défaillante (maintenance corrective), dès qu'une solution palliative est trouvée.

Le non-respect des délais fixés peut exposer le titulaire aux pénalités prévues par le CCAP.

3.2.1 Délais d'intervention

Les délais maximums d'intervention accordés au titulaire après la demande faite par l'acheteur sont de :

- **2 (deux) jours ouvrés** lorsque les conséquences du dysfonctionnement peuvent entraîner à la fois :
 - Des risques immédiats pour la sécurité des personnes ou des biens, de graves conséquences financières, juridiques, ... ;
 - Des remises en cause graves de la capacité opérationnelle ou du fonctionnement du site.

Les interventions correctives sont alors considérées comme immédiates et doivent permettre d'assurer une continuité de service sans interruption. Ce délai est appelé **D0**.

- **1 (une) semaine** lorsque les conséquences du dysfonctionnement peuvent entraîner à la fois :

- Des diminutions de la sécurité des personnes ou des biens, de sensibles conséquences financières, juridiques, ... ;
- Des perturbations sensibles de la capacité opérationnelle ou du fonctionnement du site.

Les interventions correctives sont alors considérées comme urgentes et doivent permettre de retrouver une continuité de service dans un délai réduit. Ce délai est appelé **D1**.

- **2 (deux) semaines** lorsque les conséquences du dysfonctionnement :
 - N'entraînent aucune conséquence sur la sécurité des biens et des personnes et de faibles conséquences financières, juridiques, ... ;
 - N'affectent pas la capacité opérationnelle mais pénalisent faiblement le fonctionnement du site.

Les interventions correctives sont alors considérées comme secondaires. Ce délai est appelé **D2**.

L'acheteur est seul habilité à évaluer le délai d'intervention et le communique au service de dépannage du titulaire.

3.2.2 Délais de dépannage

Le délai de dépannage est le délai imparti au titulaire pour rétablir la disponibilité de l'équipement au niveau de l'utilisation (maintenance palliative).

Le délai de dépannage **pour les interventions D0**, après la demande faite par le maître d'ouvrage, est de **1 (une) semaine**. Il inclut le délai d'intervention.

Le délai de dépannage **pour les interventions D1**, après la demande faite par le maître d'ouvrage, est de **2 (deux) semaines**. Il inclut le délai d'intervention.

Le délai de dépannage **pour les interventions D2**, après la demande faite par le maître d'ouvrage, est de **1 mois**. Il inclut le délai d'intervention.

Le titulaire se doit de disposer d'un stock de pièces et de fournitures permettant de respecter les délais de dépannage spécifiés ci-dessus. En aucun cas, le titulaire ne peut arguer d'un retard dans le dépannage émanant d'une difficulté d'approvisionnement en pièces détachées.

3.2.3 Délais de réparation

Le délai de réparation est le délai imparti au titulaire pour remettre en service l'installation en fonctionnement nominal. Durant ce délai, l'installation est en « indisponibilité partielle ».

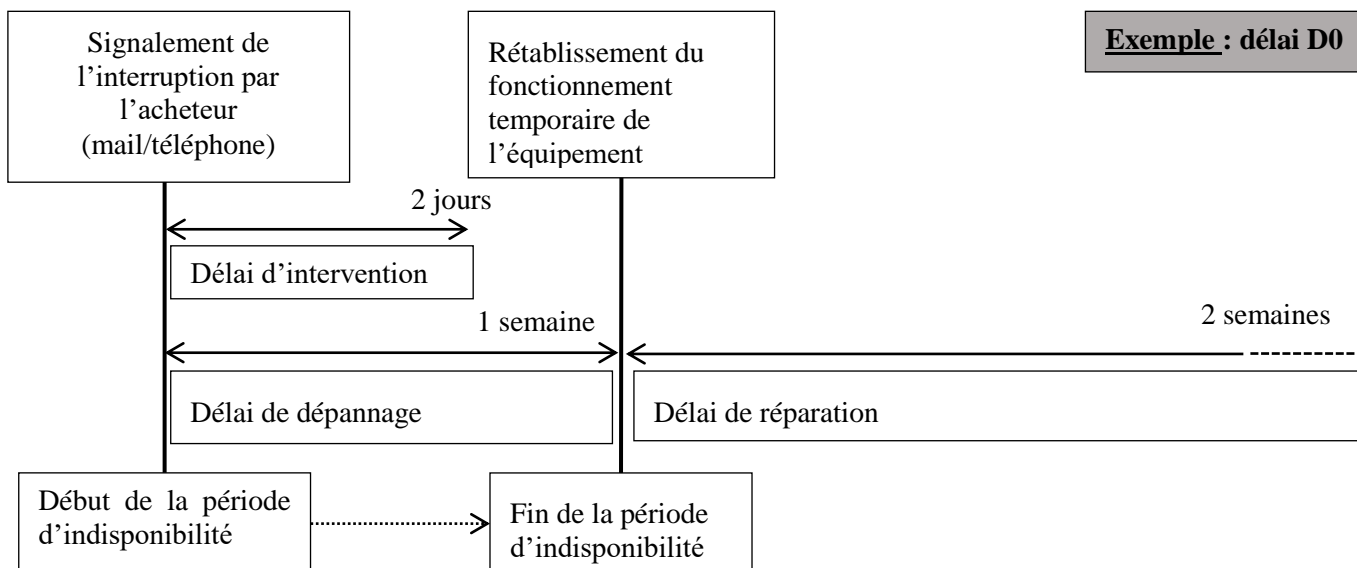
Le délai de réparation **pour les interventions D0**, après l'intervention de dépannage, est de **2 (deux) semaines** (selon la disponibilité ou l'approvisionnement des pièces à changer).

Le délai de réparation **pour les interventions D1**, après l'intervention de dépannage, est de **1 (un) mois** (selon la disponibilité ou l'approvisionnement des pièces à changer).

Le délai de réparation **pour les interventions D2**, après l'intervention de dépannage, est de **2 (deux) mois**.

Dans tous les cas, le Titulaire doit tout mettre en œuvre pour que le délai de réparation soit aussi court que possible. Il devra être en mesure de justifier le délai de réparation. Tout prolongement du délai de réparation définitive devra être dûment justifié et soumis à l'approbation de l'acheteur.

Le Titulaire s'engage à formuler, si nécessaire, toute suggestion en vue d'assurer la remise en état des installations et/ou un fonctionnement régulier des installations.



3.3 REMUNERATION DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE

La maintenance corrective ne pourra être exécutée qu'après présentation d'un devis de remise en état dans les 48 heures ouvrées suivant le diagnostic et son acceptation par l'acheteur.

Chaque intervention en maintenance corrective sera rémunérée de la manière suivante par l'émission d'un bon de commande, selon le bordereau des prix unitaires :

- Intervention sur site pour diagnostic et préparation du dépannage (cf. délai d'intervention) : rémunération en heures de main d'œuvre. Les heures sont décomptées à l'arrivée du technicien sur site et jusqu'au départ du site. Le déplacement est rémunéré au prix porté au BPU.
- Intervention pour dépannage et/ou réparation :
 - Soit la pièce à remplacer a un coût unitaire inférieur ou égal à 200,00€HT, alors son remplacement est inclus dans le forfait de maintenance préventive. Aucune rémunération complémentaire n'est due au titulaire ;
 - Soit la pièce à remplacer a un coût unitaire supérieur à 200,00€HT, dans ce cas :
 - Soit la pièce à remplacer figure au BPU : rémunération au prix de la pièce au BPU (sans ajout d'heures de main d'œuvre, ni de déplacement) ;
 - Soit la pièce à remplacer ne figure pas au BPU : rémunération selon la formule prévue au marché (prix fournisseur de la pièce x *coef K* + heures de main d'œuvre + déplacement).

4 CHAPITRE III : PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Afin d'avoir la maîtrise de l'ensemble des équipements attachés aux stations de distribution de carburant, le titulaire est chargé, à la demande de l'acheteur et sur émission préalable d'un bon de commande, de l'entretien des cuves, du nettoyage des pistes et ilots de distribution, et de la maintenance des logiciels connectés à l'automate.

4.1 ENTRETIEN-NETTOYAGE DE CUVE

La prestation consiste en la réalisation des opérations de pompage de fond de cuve afin d'éliminer l'accumulation des boues et d'eau de décantation. Cette prestation comprend :

- La main d'œuvre, le déplacement de l'équipe d'intervention et des véhicules nécessaires à la prestation (camion-citerne, camion hydro-cureur) ;
- Le balisage de la zone d'intervention et l'installation de chantier ;
- La consignation électrique et hydraulique ;
- Le dégazage de la cuve dans les règles de l'art ;
- La mise en place d'une ventilation adaptée (ATEX) durant les vérifications internes de la cuve ;
- Le démontage des trous d'homme avec remplacement systématique des joints au remontage ;
- Le pompage avec filtration et stockage provisoire du carburant restant en cuve. Les volumes ainsi récupérés seront contrôlés contradictoirement avec l'exploitant des installations ;
- Le rinçage et nettoyage de la cuve (décapage des parois, etc.), le pompage des résidus restants ;
- La vérification de l'état de la cuve (parois internes, absence de fuites, ...) ainsi que les canalisations apparentes d'aspiration, de remplissage, évents et des accessoires associés (brides, vanne, limiteur, ...) ;
- Remise en cuve du carburant si déclaré conforme à l'issue de l'intervention ;
- Enlèvement et destruction des déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Le prix unitaire de la prestation étant défini par cuve et selon leur capacité en m³, le prix de l'évacuation des boues et autres déchets est forfaitairement inclus dans le prix unitaire de la prestation. Le titulaire ne peut solliciter de rémunération supplémentaire pour la gestion des déchets à la tonne traitée, par exemple.

4.2 EPREUVE HYDRAULIQUE DE CUVE

NB : cette prestation ne peut être commandée qu'en complément de la prestation 4.1 ci-dessus. Elle est rémunérée au m³, en fonction de la capacité de la cuve à éprouver.

En cas de suspicion de fuites sur une cuve, le titulaire peut être amené à réaliser une épreuve hydraulique de la cuve. Cette prestation comprend :

- Le remplissage en eau de la cuve ;
- La purge des poches d'air ;
- L'installation d'un plateau d'épreuve (en cas de cuve multi-compartment, 1 plateau par compartiment est installé) ;
- La mise en pression et le contrôle du maintien de pression ;
- La fourniture d'une attestation d'étanchéité ou non de la cuve ;
- La décompression, le pompage de l'eau et l'évacuation de l'eau éventuellement souillée en filière agréée par le titulaire.

4.3 EPREUVE HYDRAULIQUE DE CANALISATION

En cas de suspicion de fuites sur une canalisation enterrée de distribution de carburant, le titulaire peut être amené à réaliser une épreuve hydraulique de la canalisation (entière ou par tronçon). Cette prestation est rémunérée au ml éprouvée et comprend :

- La main d'œuvre, le déplacement de l'équipe d'intervention et des véhicules nécessaires à la prestation ;
- Le balisage de la zone d'intervention et l'installation de chantier ;
- La consignation électrique et hydraulique ;
- La purge de la canalisation ou du tronçon concerné ;

- Le remplissage en eau de la canalisation éprouvée ;
- L'installation du manomètre et de l'enregistreur ;
- La mise en pression et le contrôle du maintien de pression ;
- La fourniture d'une attestation d'étanchéité ou non de la canalisation ;
- La décompression, la vidange et l'évacuation de l'eau éventuellement souillée en filière agréée par le titulaire.

4.4 EPREUVE ACOUSTIQUE

La prestation consiste au test acoustique d'une cuve ou d'une canalisation par la méthode à ultrason afin de vérifier l'étanchéité d'une installation. Cette prestation comprend :

- La main d'œuvre, le déplacement de l'équipe d'intervention et des matériels nécessaires à la prestation ;
- Le balisage de la zone d'intervention et l'installation de chantier ;
- La consignation électrique et hydraulique ;
- La mise en place des capteurs acoustiques ;
- La mise en dépression de l'installation ;
- La fourniture d'une attestation d'étanchéité ou non de la canalisation.

4.5 NETTOYAGE DES PISTES ET ILOTS DE DISTRIBUTION

La prestation consiste en la réalisation des opérations de nettoyage des abords bétonnés des stations de distribution de carburant. Cette prestation comprend :

- Le balayage de l'ensemble des aires bétonnées des stations carburant : pistes de distribution de carburant, ilots et caniveaux de récupération des eaux de ruissellement de la station.
- Le lavage au jet haute pression de l'ensemble des aires aménagées des stations. L'utilisation de produit dégraissant ayant une miscibilité avec l'eau **est interdite**. À ce titre, le titulaire présente à l'acheteur les fiches de sécurité des produits et des additifs utilisés préalablement à cette intervention.
- Le traitement des eaux de nettoyage, si nécessaire.

4.6 MAINTENANCE LOGICIEL

La prestation consiste en la réalisation des opérations de maintenance sur les logiciels spécifiques de commande des automates et d'exploitation présents sur chaque station de distribution de carburant, et ce, en respectant les règles de sécurité des systèmes d'information décrites au paragraphe 1.12 du présent CCTP. Cette prestation comprend :

- La sauvegarde des données, si nécessaire.
- La restauration des données.
- Les mises à jour du logiciel.
- La reprogrammation mineure, si besoin.
- Le paramétrage adapté à la station de distribution de carburant.
- La réinstallation du logiciel, si nécessaire, en cas de panne de ce dernier ou de remplacement de poste informatique avec changement de système d'exploitation possible.